

Le 4 août 2017

Nick Thadaney
Président et chef de la direction
Marchés boursiers mondiaux Groupe TMX
The Exchange Tower
130, rue King Ouest
Toronto, Canada M5X 1J2
Tél. : 416-947-4660

OBJET : Mémoire soumis par le Groupe TMX dans le cadre des consultations prébudgétaires

Résumé

Le Groupe TMX est heureux de soumettre au Comité des finances de la Chambre des communes des recommandations visant à aider les entrepreneurs canadiens à devenir plus concurrentiels et plus innovants, alors qu'ils investissent et font croître leurs entreprises dans le but d'améliorer l'accès au capital. En fin de compte, notre objectif est de contribuer à la croissance économique du pays tout en renforçant sa capacité à innover.

Nous reconnaissons et soutenons les efforts déployés par le gouvernement au cours de la dernière année, y compris la création de la Banque de l'infrastructure, en annonçant la Stratégie en matière de compétences mondiales et l'Initiative de catalyse du capital de risque. TMX a extrait un certain nombre de recommandations de la [Table ronde pour propulser l'innovation](#) que nous sommes heureux de recommander au Comité des finances de la Chambre des communes.

TMX recommande l'adoption de ces politiques pour soutenir les entreprises, créer des emplois de haute qualité partout au Canada, rehausser la force des marchés de capitaux au Canada et aider les entrepreneurs de notre pays à livrer concurrence à l'échelle nationale et internationale. L'écart spécifique dans l'offre de capital est estimé à 4 milliards de dollars et ne cesse de se creuser. Ensemble, nous pouvons améliorer le succès commercial du Canada pour aider les entreprises à croître et aider notre pays à concurrencer dans la course mondiale pour des avantages au chapitre de la propriété intellectuelle, des brevets, du développement économique et des possibilités d'emploi.

Introduction

Le Groupe TMX est ravi de soumettre des recommandations au Comité permanent des finances de la Chambre des communes alors qu'il envisage ses recommandations en vue du budget fédéral de 2018. En tant que propriétaire des principales bourses canadiennes, le Groupe TMX se veut le moteur de la création d'une économie de l'innovation. Nous saluons l'engagement du gouvernement fédéral envers l'innovation, la productivité et la compétitivité, pierres angulaires d'une économie solide et diversifiée qui stimulera la croissance et la prospérité.

Les marchés financiers du Canada revêtent une importance primordiale pour aider les entreprises et les entrepreneurs émergents, tant au stade du démarrage que de leur développement, et plus tard dans la chaîne de financement lorsqu'ils arrivent au stade de la commercialisation et prospèrent pour devenir des chefs de file mondiaux dans leurs industries respectives.

Les recommandations du Groupe TMX sont basées sur le rapport de la Table ronde pour propulser l'innovation. La Table ronde se composait de 12 chefs d'entreprise chevronnés indépendants de tout le secteur des services financiers du Canada. La Table ronde a pour mandat de présenter des solutions afin d'améliorer l'accès au capital de croissance pour les sociétés canadiennes du secteur de l'innovation qui cherchent à croître au-delà des stades de la

création et du démarrage tout en améliorant les fondements de l'écosystème afin de profiter à long terme à l'économie canadienne.

La Table ronde a aussi pour objectif principal de favoriser l'harmonisation avec les investissements à long terme dans l'économie canadienne de l'innovation, en se concentrant sur des solutions impliquant les marchés publics et privés qui abordent les problèmes immédiats et à long terme auxquels est confrontée l'économie nationale.

L'innovation influe sur tous les aspects de l'économie et fait partie intégrante du système économique moderne d'aujourd'hui. Notre pays est reconnu dans le monde entier pour ses compétences et son expertise en recherche et développement technologique, mais il est actuellement confronté à un écart de plusieurs milliards de dollars en disponibilité du capital précisément au stade où les entreprises peuvent avoir une incidence majeure sur l'économie. Le Canada rivalise avec les économies émergentes et développées du monde entier pour les investissements industriels et technologiques. Pour assurer la viabilité à long terme, le Canada doit améliorer les fondements de l'écosystème d'innovation. Les concurrents internationaux situés au Royaume-Uni utilisent le mécanisme *Enterprise Investment Scheme* (EIS) qui a été créé pour fournir des incitations fiscales aux investisseurs cherchant à financer des jeunes pousses et à résoudre le besoin de capitaux à l'étape initiale. Le modèle EIS a eu un impact profond au Royaume-Uni, car il stimule continuellement les investissements dans les jeunes pousses; il est devenu le système créé par le gouvernement le plus utilisé. Cela ferait du Canada l'un des pays les plus innovants pour faire des affaires et un endroit où les investisseurs obtiendraient un rendement adapté au risque.

La prise en compte de l'ajustement de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour étendre la structure d'actions accréditatives très efficace dans les secteurs de l'innovation et des énergies alternatives pourrait favoriser un investissement plus important dans le secteur privé. Les améliorations apportées aux fondements de notre écosystème permettraient à tous les Canadiens de tirer parti des avantages de nos investissements et des efforts du gouvernement.

Capital de croissance requis

La taille de l'écart de capital de croissance au Canada est actuellement estimée à 4 milliards de dollars. De ce total, 1 milliard de dollars est nécessaire pour financer la vague actuelle de sociétés qui dépassent les étapes initiales et de démarrage à des taux historiques à long terme observés au Canada. On s'attend à ce que cet écart augmente d'au moins 20 millions de dollars par année en raison d'une nette hausse de l'activité de stade précoce et de démarrage, qui pourrait doubler pour atteindre 2 milliards de dollars dans les trois à cinq prochaines années. Un montant supplémentaire de 3 milliards de dollars est nécessaire pour remédier à l'écart de capital pour les entreprises anciennes et actives qui se sont développées de manière sous-optimale en raison de l'accès limité au capital de croissance.

La Table ronde se concentrait sur les solutions des marchés publics et privés et les recommandations politiques élaborées dans le cadre de ses travaux soulignent l'importance de favoriser une économie compétitive pour renforcer la croissance économique du pays tout en attirant et en soutenant les entreprises innovantes et son écosystème de croissance.

Recommandations de mesures gouvernementales pour accélérer la croissance et l'innovation

Recommandation n° 1

Uniformiser les règles du jeu pour les PME canadiennes au titre de la RS&DE.

- ***Soutenir l'égalité de traitement pour les PME publiques et privées dans le cadre du programme de RS&DE, en la rendant plus efficace et moins onéreuse***

TMX a recommandé l'égalité de traitement pour les PME publiques et privées dans le cadre du programme de RS&DE. Après une analyse approfondie du programme EIS au Royaume-Uni, TMX reconnaît que des sources de financement supplémentaires sont nécessaires pour les petites et moyennes entreprises du Canada qui sont actives dans le secteur de la technologie et de l'innovation. Cette aide financière permettra aux entreprises de se développer et de finir par atteindre les étapes de la commercialisation et la croissance.

Aujourd'hui, deux sociétés canadiennes mutuellement exclusives en démarrage dans le domaine de la technologie et de l'innovation sont confrontées au choix à faire entre recourir au capital en inscrivant leurs actions en bourse, ou demeurer des sociétés privées pour rester admissibles à d'importants avantages financiers offerts par le crédit d'impôt remboursable amélioré dans le cadre du programme de RS&DE. Le Groupe TMX croit que ces options ne devraient pas s'exclure mutuellement.

Selon les critères d'admissibilité actuels à la RS&DE, les entrepreneurs et les jeunes sociétés du Canada sont attirés par des sources privées de financement, comme le capital de risque et le capital-investissement, qui leur permettent de conserver l'accès à tous les avantages offerts par le programme de la RS&DE (le crédit d'impôt amélioré et remboursable de 35 %). Cependant, dès qu'une entreprise devient société ouverte, le crédit d'impôt à l'investissement (CII) tombe de 35 à 15 % et n'est plus remboursable – cela vaut pour *toutes* les sociétés ouvertes, quelle que soit leur taille ou leur trésorerie.

Cependant, les sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) et les sociétés inscrites à la TSXV, le marché public canadien du capital de risque, se ressemblent souvent pour ce qui est du stade du développement, de la taille et de la valeur. Les critères d'admissibilité à la RS&DE fixent déjà un seuil qui tient compte de la taille et du stade de maturité financière du demandeur. C'est un seuil limite d'inclusion qui, s'il est dépassé, disqualifie le demandeur. Cela dit, nous croyons que le critère supplémentaire d'admissibilité exigeant que la société soit une SPCC pour avoir accès au CII remboursable bonifié est non seulement redondant, mais va à l'encontre de l'objectif de politique publique du programme de la RS&DE même.

Plus de 275 sociétés de technologie et d'innovation sont inscrites à la TSXV, dont un grand nombre sont en plein essor – la vaste majorité d'entre elles ont des revenus inférieurs à 1 million de dollars. Ces jeunes sociétés développent des technologies innovatrices prometteuses, et le financement assuré par la RS&DE est souvent une source indispensable de fonds d'exploitation. Nous croyons que les entrepreneurs seraient plus nombreux à songer à porter leur idée ou leur entreprise à de nouveaux sommets si le lancement d'un PAPE n'avait pas de conséquences négatives sur leur statut de RS&DE.

En outre, l'extension des avantages de la RS&DE aux petites et jeunes sociétés de technologie et d'innovation inscrites en bourse au Canada les aiderait à poursuivre leur croissance ici et à élargir le bassin des entreprises canadiennes. Dans bien des cas, les sociétés financées par capital de risque ou capital-investissement qui restent privées pour profiter de tous les avantages de la RS&DE finissent par passer aux mains de grandes entreprises à l'étranger. À l'inverse, en offrant tous les avantages de la RS&DE aux jeunes sociétés ouvertes selon les mêmes conditions qu'aux SPCC de même taille, le programme servirait justement les sociétés qu'il a pour rôle d'aider. Cela donnerait aussi de nouvelles incitations à recourir au capital de croissance public au Canada pour positionner ces sociétés en vue d'une nouvelle expansion au-delà du démarrage et de la commercialisation initiale.

Recommandation n° 2

Inclure l'infrastructure numérique pour l'admissibilité du projet à la nouvelle Banque de l'infrastructure du Canada.

- **Traiter les infrastructures et technologies numériques comme une infrastructure nationale stratégique et critique.**

L'infrastructure numérique est aussi importante que l'infrastructure physique. La Banque de l'infrastructure du Canada a reçu l'approbation législative. Au début de son travail, il est recommandé que les projets d'infrastructure numérique soient pris en compte par la Banque de l'infrastructure. Cette inclusion serait d'une grande importance pour les projets qui permettent de positionner le Canada comme un chef de file dans des domaines clés tels que l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, de la confidentialité des données et de l'activation de l'Internet des objets, pour n'en nommer que quelques-uns.

Recommandation n° 3

Réaménager le Programme d'innovation Construire au Canada.

- **Réduire les obstacles à la productivité et à l'adoption de la technologie dans l'économie de l'innovation grâce à la collaboration entre les entreprises du secteur de l'innovation et les industries stratégiquement importantes du Canada.**

Le Programme d'innovation Construire au Canada (CAC) est conçu pour offrir aux entreprises la possibilité de tester et de vendre des technologies avant l'obtention de revenus au gouvernement du Canada. Ce programme permet aux entreprises de faire une première vente de leur technologie au gouvernement. Il prévoit également un forum pour recueillir des commentaires qui peuvent soutenir la compétitivité de l'entreprise sur le marché.

La révision du CAC de manière à permettre au gouvernement de se procurer des technologies pendant la période précédant l'obtention de revenus, en tant que premier client de référence, permettra de nouvelles occasions de revenus importantes pour les entreprises qui sont dans la phase initiale de leur croissance.

La refonte du programme permettra également aux gouvernements fédéral et provinciaux d'être mieux alignés avec les besoins des entreprises canadiennes et de leurs industries respectives. Ce faisant, le gouvernement bénéficiera en retour de l'innovation dans la transformation numérique et le commerce électronique.

La modification du CAC pourrait inclure l'élaboration de programmes d'adoption précoce, la création de conseils consultatifs et des missions de services professionnels et la validation de l'analyse du marché. Étant donné le bénéfice combiné à la fois pour la croissance de l'économie innovante du pays, des incitations modestes qui peuvent être nécessaires pour que les entreprises canadiennes participent, croissent et deviennent plus concurrentielles devraient être offertes.

Recommandation n° 4

Développer une infrastructure de collaboration et d'accélération

- **Se concentrer sur les entreprises en croissance qui s'occupent d'industries stratégiquement importantes pour le Canada.**

La diversification des industries joue un rôle important pour assurer le succès de l'économie du pays.

Le gouvernement devrait adopter des mesures qui réunissent les secteurs traditionnels de la fabrication, du transport, du pétrole et du gaz, de l'exploitation minière, de la construction, de la santé, de la finance et de l'énergie aux entreprises technologiques qui s'efforcent de les améliorer et de les transformer. Tout comme les accélérateurs et les incubateurs partout au pays

ont favorisé un écosystème de démarrage dynamique, nous croyons que la prochaine approche devrait être une plus grande collaboration entre les secteurs décrits ci-dessus, qui sont tous des facteurs importants du développement économique, et les entreprises technologiques qui déploient des efforts pour les rendre « plus propres », plus efficaces et plus concurrentielles à l'échelle mondiale.

La création de carrefours spécialisés pour permettre un pilotage plus efficace et plus rapide des nouvelles technologies en privilégiant les applications commerciales est nécessaire. Selon nous, un point central de collaboration et d'apprentissage peut s'avérer inestimable pour orienter le développement de produits, la compréhension du marché et de la clientèle, en accélérant à terme les ventes et en améliorant la durée du cycle pour les moutures de produits, peut-être avec le carrefour d'innovation de l'ISDE en tant que leader public privé.

Conclusion

Les recommandations proposées dans ce mémoire recèlent le potentiel de donner au Canada l'élan nécessaire pour renforcer son marché des capitaux, créer des emplois de haute qualité partout au pays et aider les entrepreneurs à commercialiser des découvertes et des technologies importantes dans les secteurs qui définiront l'économie du savoir postindustrielle. Le Groupe TMX est résolu à aider les entreprises canadiennes à réussir leur passage du stade du démarrage à celui de l'expansion et de la multinationale. En fin de compte, les marchés financiers du Canada jouent un rôle intrinsèque et essentiel dans le succès et la compétitivité et la prospérité futures du Canada. Encourager l'investissement dans les idées et favoriser un environnement où les idées peuvent se développer et être commercialisées est au cœur de toute économie en croissance.

Nous remercions les membres du Comité qui examineront le présent mémoire et nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes leurs questions. Nous serions heureux également de comparaître devant votre Comité à l'occasion de ses audiences prébudgétaires.

Cordialement,

Nick Thadaney
Président et chef de la direction
Marchés boursiers mondiaux
Groupe TMX